



JEUNES
EUROPÉENS
STRASBOURG

Page 3

Politique

Une Europe du bien
commun

Page 11

Deutschland

Mehr Emotion!

Page 14

Interview

Hungary and democracy



LE TAURILLON

En Flam's

N°7 Mai - Juillet 2017

jeunes-europeens-strasbourg.eu | taurillon.org

Attention au retour de bâton !



→ Et maintenant, le renouveau européen ?

« Une victoire qui porte les espoirs de l'ensemble de l'Europe » selon Angela Merkel ; « il y a de l'espoir pour l'Europe ! » continue Paolo Gentiloni ; « la victoire de Macron est une inspiration pour la France et l'Europe » ponctue Alexis Tsipras. Du côté des institutions de l'Union européenne, on ne feint pas non plus son soulagement. Jean-Claude Juncker y voit le choix « d'une Europe plus forte et plus juste », un résultat salué aussi par Donald Tusk, Federica Mogherini et Mario Draghi. Dire que l'élection d'Emmanuel Macron a satisfait l'UE relèverait de l'euphémisme. Le quotidien allemand *Die Welt* le présente déjà comme « l'homme en qui l'Europe espère ». Pour autant, les défis s'annoncent conséquents pour le nouveau président français.

Si l'on peut constater que la vague eurosceptique a subi un coup d'arrêt, il serait malvenu de juger les perturbations passées. L'analyse des résultats de l'élection en témoigne : une fracture se dessine entre les citoyens convaincus de la nécessité d'une Union européenne et ceux s'en estimant lésés. Rejeter la faute sur la propagande populiste seule reviendrait à ignorer les causes profondes. Dans les cas français et britannique, les métropoles sont favorables à Bruxelles alors que les milieux plus ruraux la rejettent. Un clivage qui peut s'expliquer par une hostilité grandissante dans les espaces ruraux vis-à-vis de la mondialisation. Cette population estime contribuer au phénomène de globalisation sans en percevoir les bénéfices. Pire, elle y associe le chômage, les délocalisations d'entreprises et un déclassement de la nation. De surcroît, une certaine perception du voisin se développe, il est parfois ressenti comme une menace : c'est le phénomène « d'insécurité culturelle » développé par le politologue Laurent Bouvet.

Au niveau extra-européen, l'Union tangué également. A l'Ouest, pour la première fois, le président américain est indifférent, voire hostile, au projet européen. Donald Trump va même jusqu'à déclarer que « le Brexit va se révéler être une grande chose ». A l'Est, Vladimir Poutine se fait de plus en plus pressant sur la scène internationale. Le Kremlin oscille entre intervention militaire en Syrie, d'une part, et interférence dans les campagnes présidentielles américaines puis françaises, d'autre part. Dans le même temps, Poutine renforce les positions russes en Ukraine et continue de lorgner sur les pays baltes.

Le décor est donc planté pour le nouveau président français. Au vu de la conjoncture, son action ne peut s'inscrire dans la continuité totale de celle du président Hollande. Son projet pour répondre à ces défis ? Plus d'Europe.

Pour le chômage et la relance économique, Emmanuel Macron souhaite la mise en place d'un *Buy European Act* réservant au moins la moitié des marchés publics aux entreprises produisant majoritairement en Europe. Il serait accompagné d'un procureur commercial et d'un socle de droits sociaux à l'échelle continentale. L'objectif est simple : contrôler les investissements étrangers et limiter le dumping. En parallèle, il prône l'établissement d'un Ministre de l'économie et des finances, d'un parlement et d'un budget ; trois éléments censés renforcer la zone euro. Le nouveau locataire de l'Élysée propose aussi l'extension d'Erasmus aux apprentis. Ici, l'idée est de faire profiter de la mondialisation des classes s'en sentant exclues.

Aux défis géopolitiques évoqués plus haut, le jeune président entend répondre par la création d'une Europe de la Défense avec l'Allemagne et les pays volontaires. En ce sens, il veut développer de nouvelles instances : un Fonds européen de défense, un Quartier Général européen ainsi qu'un Conseil de sécurité européen.

Répondre aux problèmes par « plus d'Europe », un trop-plein d'optimisme d'Emmanuel Macron ? Compte tenu de la division des États européens sur l'intégration européenne, leurs différents intérêts ou les pressions extérieures, ce projet est-il réellement applicable ? « Je ne suis pas optimiste, je suis déterminé » écrivait Jean Monnet : le pari est lancé.

Florian FEILLET

Rédacteur en chef du Taurillon en Flam's

Sommaire

Elections présidentielle et législatives	p. 4
Web War I : L'avènement d'un nouveau type de relations internationales ?	p. 6
Une politique étrangère européenne ?	p. 8
Bipartisme et quadripartisme	p. 10
Un tour d'Europe pour Coexister	p. 15

Le temps venu d'une Europe du bien commun

L'abandon du terme de Communauté européenne a toujours été vécu en France comme un traumatisme sémantique par les professeurs et les étudiants en droit de l'Union européenne. Si le traité de Maastricht de 1993 laissait encore la possibilité d'utiliser l'adjectif communautaire, ce n'est plus le cas avec le traité de Lisbonne de 2007, dans la mesure où il a supprimé les trois piliers qui constituaient l'édifice de Maastricht. Dès lors, fallait-il garder le terme dépassé de « construction communautaire » ? Ou bien choisir le barbarisme de « construction unionaire » ? Ni l'un, ni l'autre. Finalement, le terme de construction de l'Union européenne fût retenu, malgré la vindicte des ayatollah de l'esprit de synthèse. Le couple de mots « Union » et « européenne » étant voué à se suivre et se multiplier dans les travaux et copies sur ce thème.

Cette transformation sémantique du nom que l'on donne à la petite Europe n'est pas seulement une affaire de forme. « La forme c'est du fond qui remonte à la surface » disait Victor Hugo, le grand européiste romantique. Dès lors, que peut bien signifier le passage de la Communauté à l'Union ? Plus long à écrire et à prononcer, le titre de l'Union européenne est plutôt le signal d'une régression que d'un retour à la lettre du projet originel de « l'union sans cesse plus étroite » dans le discours fondateur du 9 mai 1950 de Robert Schumann. En effet, le choix de la disparition du terme de communauté dans les dernières étapes de la construction européenne semble signifier l'abandon de l'idée d'un bien commun européen.

De la Communauté à l'Union, au delà des mots

Cette déconstruction progressive et méthodique de l'idée de Communauté européenne ou de bien commun européen, n'est pas seulement le fruit des dix dernières années et l'échec du Traité constitutionnel européen. En effet, on peut sans doute remonter à l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne (Communauté économique européenne à l'époque) le 1^{er} janvier 1973.

Un Etat, comme en témoigne l'actualité brûlante, si méfiant à l'égard de l'océan européen, qu'il a quasiment toujours préféré n'y tremper que quelques orteils. Le désormais célèbre « I want my money back » de Margareth Thatcher, lancé dans une interview au *Guardian* suite au sommet européen de Dublin du 30 novembre 1979, témoigne d'une certaine volonté constante des Britanniques à vouloir mettre à bas les projets européens communs, comme la politique agricole commune, signifiant ainsi très clairement l'idée qu'ils se sont toujours fait de la petite Europe : un grand marché dans lequel ils peuvent investir librement, plutôt que la création d'une grande communauté politique faite d'intérêts communs et de solidarité forte.

Cependant, on ne peut pas uniquement blâmer les Britanniques pour ces réticences nationales, car c'est également le fardeau de tous les Etats-nations qui composent cette Union européenne. En témoigne l'Acte unique européen de 1986 qui achève le marché commun, pour lui préférer le marché unique. Une nouvelle fois, c'est la disparition du commun dans la sémantique européenne. L'Acte unique européen ne s'arrête pas seulement à des transformations sémantiques. Il y a toujours un lien entre le signifiant et le signifié, pour reprendre les termes du linguiste Ferdinand de Saussure. En effet, l'Acte unique européen tranche entre deux méthodes d'intégration : l'intégration passive, d'une part, qui consiste à créer des solidarités par l'ouverture et le rapprochement des économies nationales et donc le respect à la lettre de la méthode fonctionnaliste, qui devait conduire mécaniquement à une union politique grâce à la mise en place d'une union économique en Europe. L'intégration active, d'autre part, qui consiste à lancer de grands projets communs grâce à un volontarisme politique européen. L'Acte unique européen entérine donc l'intégration passive, en fusionnant les communautés européennes en un seul et unique marché.

De l'Union au bien commun, au delà des maux

À partir de là, la petite Europe va davantage devenir l'objet du droit de la concurrence et des libertés économiques que d'une volonté et d'une vision politique claires. Si ce n'est sans doute pas la seule cause des blocages politiques et institutionnels que connaît l'Europe du XXI^e siècle, on peut néanmoins souligner l'importance que ce phénomène peut avoir sur une conscience politique européenne commune et sur une crise d'identité que connaît aujourd'hui le continent. Plusieurs signes semblent cependant montrer que les tendances ne sont pas éternelles et qu'elles peuvent même s'inverser. Si l'Union européenne a connu depuis 2008, une succession de crises dont la gravité a rappelé les périodes sombres de l'entre-deux-guerres, nous pouvons nous donner les moyens de les surmonter.

D'abord, sans être une bonne nouvelle en tant que tel, le « Brexit » voit l'Etat le plus réticent à la construction politique de l'Union européenne s'en aller, laissant sans doute enfin la voix à ceux qui veulent en faire autre chose qu'un marché. Ensuite, pour la première fois depuis au moins dix ans, la Grèce est entrée dans les clous de Maastricht au niveau de son déficit budgétaire, permettant d'envisager une véritable négociation européenne sur la question de la solidarité européenne sur la dette, comme le réclame le Fonds monétaire international. Enfin, bien entendu, l'élection en France d'un président ayant mis un point d'honneur à défendre l'Union européenne et à proposer des grands projets de réformes de l'Europe, comme l'Europe de la défense, les conventions démocratiques et citoyennes européennes pour refonder l'Europe, ou encore la création d'un poste de Ministre des finances de la zone euro.

Mais l'idée finalement ne sera pas seulement de relancer l'Europe, mais d'en faire un bien commun. Bien commun, car il faut une Europe en mesure de créer de la prospérité partagée par tous, des valeurs communes de justice et de paix, des libertés qui ne sont pas faites de concurrence mais de coopération. Il faut retrouver la volonté politique qui permettra de nous retrouver ensemble dans l'Europe. Le temps est donc venu d'une Europe du bien commun mais, cet espoir, l'appellerons-nous comme Isaïe, Emmanuel ?

Nicolas ETIENNE

La présidentielle et les législatives : des élections résolument européennes

Les Français ont élu leur président de la République pour la deuxième fois depuis les réformes substantielles des traités opérées à Lisbonne, il en sera bientôt de même pour les députés. Dans ce contexte, force est de constater que l'impact de ces élections sur les affaires européennes demeure toujours aussi obscur, voire sciemment ignoré. On accusera communément la méconnaissance des institutions européennes et de la prise de décision au niveau supranational, supposées trop compliquées pour les citoyens, à en croire le vocabulaire des responsables politiques nationaux. Les plus familiarisés avec la littérature spécialisée y verront peut être une énième validation de la thèse d'Andrew Moravcsik : l'Union européenne (UE) serait l'instrument des dirigeants politiques pour organiser des réformes impopulaires, tout en affirmant dans les médias que « Bruxelles l'exige ! ». Ainsi leurs carrières s'appuieraient sur la fabrication classique d'un ennemi extérieur grâce auquel le peuple se constituerait en communauté.

Cependant, le problème va au-delà de la stricte question de la dimension européenne de ces élections. Sont surtout mises en exergue les lacunes en matière d'institutions nationales de première importance, symptomatiques d'une citoyenneté sans cesse plus vidée de son substrat politique, à mesure que s'accroissent les chaînes d'interdépendances. L'autonomie qu'elle devait prétendument garantir aux individus est remise en cause ipso facto. Finalement, c'est la démocratie dans son ensemble qui est menacée, tandis que l'UE offre des potentialités uniques au monde, comme l'a si souvent répété le philosophe Jürgen Habermas.

L'avènement de la dimension écologique de la citoyenneté exige pourtant de dépasser certains préjugés, du moins de la supposée absence de lien entre les différents niveaux de gouvernance, alors qu'ils sont étroitement imbriqués. Or le cloisonnement stato-centré volontaire de la sphère politico-médiatique entretient une impression trompeuse que nous dénonçons vivement.

Les exécutifs français siègent dans les institutions européennes

Le président de la République sera membre du Conseil européen. Ses homologues et lui définiront les orientations politiques de l'UE. C'est ce qu'on appelle ordinairement « les impulsions » que le Conseil européen donne à la Commission européenne. Celles-ci sont à plus forte raison manifestes lorsque le Conseil européen propose un candidat à la présidence de la Commission, bien qu'il soit ensuite élu par le Parlement européen. Si le Conseil européen avait fait le choix du candidat porté par le Parti populaire européen, majoritaire à la suite des dernières élections européennes, les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de l'UE ne sauraient nullement être contraints par les différentes formations au Parlement européen, et Angela Merkel n'a pas manqué de le souligner. En 2019, lors du processus d'élection de la présidence de la Commission, le président de la République prendra part au débat quant à la continuité ou non de ce qu'on pourrait qualifier d'approfondissement de la représentation politique à l'échelle supranationale. Enfin, n'oublions pas que ce sont les chefs d'Etat et de gouvernement qui décident de l'ouverture des conférences intergouvernementales, lieux d'élaboration des traités ou de leurs réformes, et donc où sont définies les compétences attribuées à l'UE.

Si ce rappel est nécessaire, la campagne présidentielle a eu le mérite de l'évoquer, encore que très sommairement, et, généralement, le rôle du président de la République est plus facilement connu que ceux du gouvernement et du Parlement, particulièrement l'Assemblée nationale. En principe, le gouvernement français est désigné à la suite des élections législatives, en fonction de la majorité qui se dessine. Des ministres français nommés dans l'après juin siègeront aux différentes formations du Conseil des ministres de l'UE. Cette institution dispose du pouvoir de voter et amender le budget européen et les propositions de la Commission européenne, qu'elle partage avec le Parlement européen dans le cadre du processus législatif ordinaire, à savoir dans la grande majorité des domaines de compétence de l'UE.

Le prochain gouvernement, tout comme l'ont fait les précédents, participera activement à l'élaboration des textes législatifs européens, dont les règlements et les directives. Dès lors, il devient ridicule de se grimer en Don Quichotte bravant les géants technocrates de Bruxelles.

Les législateurs français développent le droit européen

Décrire la production d'une directive, depuis la formulation d'une idée, jusqu'à sa traduction en droit national, étayera davantage notre propos. Avant que la Commission n'envoie son projet de directive au Parlement européen et au Conseil des ministres de l'UE, elle consulte des experts nationaux mandatés par les Etats membres. Puis, elle a l'obligation de le soumettre au Comité économique et social européen et au Comité des régions pour avis consultatif, dont les membres sont désignés par le Conseil des ministres de l'UE sur proposition discrétionnaire de chacun des Etats membres, ainsi qu'aux parlements nationaux qui vont juger de sa pertinence eu égard au principe de subsidiarité. Fondamental dans tout système fédéral ou voisin, il est censé, d'un côté, garantir le respect de la répartition des compétences entre les différents échelons de gouvernance ; d'un autre, il exige que les décisions et actions politiques soient entreprises au niveau le plus pertinent.

Si un tiers des parlements nationaux le considère non conforme à ce principe, que sa dimension européenne n'apporte aucune plus-value par rapport à ce qui se fait au niveau de l'Etat, des régions ou des localités, la Commission doit revoir son projet, sans être toutefois tenue de le retirer. Néanmoins, dans la pratique, la Commission prend alors d'autant plus de précautions que les gouvernements nationaux, via le Comité des ministres, peuvent y faire obstacle pour ne pas heurter leurs majorités parlementaires. Enfin, peut-être faut-il préciser qu'une directive donne un but à atteindre, tout en laissant aux Etats membres le choix des moyens. Le Parlement français a donc le pouvoir d'amender les lois portant transposition en droit français de toute directive, participant de facto à l'élaboration du droit européen.

Aux urnes, européistes !

Nous pourrions pousser le raisonnement plus loin encore, en insistant sur le rôle des chefs d'Etat et de gouvernement et des parlements nationaux dans la ratification des traités européens ou l'adhésion de nouveaux Etats membres à l'UE. Mais les premiers éléments développés ici succinctement pourront sans doute permettre au lecteur avisé de qualifier les élections présidentielle et législatives d'européennes, sans craindre l'abus de langage. Tout européiste digne de ce nom comprendra donc plus précisément les enjeux auxquels nous faisons face. A chacun maintenant de prendre ses responsabilités.

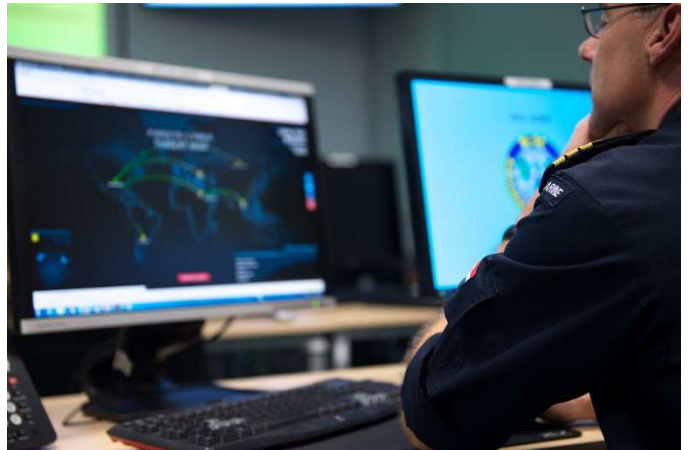
Mathieu KROON GUTIERREZ

Web War I : L'avènement d'un nouveau type de relations internationales ?

Au début du mois d'avril le ministre de l'intérieur Mathias Fekl annonçait que le gouvernement français prenait très au sérieux les cybermenaces pesant sur l'élection présidentielle, il assurait que la sécurisation des résultats était une priorité nationale. Les soupçons n'ont en effet pas manqué durant la campagne électorale française, d'autant plus à cause des récentes élections américaines. Menaces qui peuvent par ailleurs être variées, elles peuvent consister dans le déni de service rendant impossible l'accès à un site donné, la propagation de rumeurs et de fausses informations ou encore, dans le pire des cas, à une extraction et exploitation de documents dans l'intention de nuire.

La CIA, le FBI et la NSA ont confirmé des attaques lors des élections présidentielles américaines. Simple soutien ou cyberattaques visant à truquer les élections, il n'est pas certain que l'on sache dans quelle mesure ces intrusions ont permis l'élection du quarante-cinquième président des Etats-Unis. En tout état de cause, ces attaques ont inquiété le gouvernement français.

Le président François Hollande avait demandé il y a plusieurs mois aux services de l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) la mise en place d'un plan de sécurité visant à déjouer d'éventuelles attaques.



Par ailleurs, dès le mois d'octobre dernier l'Elysée avait convié l'ensemble des représentants des principaux partis politiques, ils ont pu être sensibilisés à ces problématiques et proposait des cours « d'hygiène informatique ». Si la quasi-totalité des formations politiques avaient répondu présente, il est à noter que le Front national avait décliné cette invitation. Refus qui n'a pas manqué de raviver les craintes d'une implication étrangère au sein de la campagne présidentielle française. En effet, la Russie, tant pour les élections américaines que françaises a pu avoir des liens avec le Front national par le passé (rappelons simplement le prêt conséquent accordé au Front national par plusieurs banques russes). On peut en outre relever que lors des élections primaires de la gauche, en France, des attaques ont été observées. Les experts ont pu remonter à des routeurs placés en Ukraine notamment.

La question ne sera pas vraiment de savoir si tel ou tel candidat a pu faire l'objet d'attaques, les informations étant en effet très sensibles et sujettes à de la communication politique en pleine période de campagne électorale. Néanmoins, il apparaît nécessaire de relativiser cet état des choses tant l'influence ou l'implication dans une campagne électorale est monnaie courante.

A titre d'exemple, pendant la guerre froide, période de prédilection des théories néo-réalistes en relations internationales, il eût été surprenant qu'aucune attaque ne fût dirigée contre tel ou tel pays pendant la tenue d'élections nationales.

Cependant, la question peut prendre une toute autre ampleur aujourd'hui avec l'avènement des nouvelles technologies. Même si l'expression paraît être un lieu commun de nos jours tant on entend parler des NTIC (Nouvelles Techniques d'Information et de Communication) depuis les années 2000, on peut remarquer que le débat prend une toute autre ampleur. Les Français à l'étranger par exemple peuvent voter par voie électronique, accentuant ainsi les risques de menaces informatiques. Ceci reste à nuancer puisque pour les élections législatives de juin 2017 le gouvernement a décidé qu'il ne sera pas possible de recourir au vote électronique, les électeurs devront se déplacer dans un bureau de vote.

On peut donc voir que le XXI^e siècle n'a pas permis l'émergence d'un risque zéro. Ce nouveau type d'affrontement devra donc être à prendre en compte dans les relations internationales et diplomatiques.

A cet égard, il existe un exemple encore plus symptomatique et peu connu en Europe occidentale. Il y a 10 ans, un autre des Etats membres de l'Union européenne avait dû faire face à une cyberattaque venue du Kremlin. Petit Etat aux confins nordiques de l'Europe, Etat balte devenu membre de l'UE en 2004, l'Estonie est le pays le plus connecté d'Europe.

Cela se traduit par son impressionnante couverture wifi, la haute qualité de son réseau téléphonique mais aussi par la formation de ses ingénieurs informatiques : elle est la première e-démocratie. De cette façon, ce pays dispose donc d'une armée d'ingénieurs peu disposés à oublier les années d'occupation soviétique.

C'est bien de cela dont il s'agit : des hackers russes soupçonnés d'être à la solde du gouvernement auraient fomenté une attaque informatique contre le principal journal du pays, le Postimees. Ils ont prétexté que les Estoniens avaient manqué de respect à « leurs libérateurs » en déplaçant une statue russe d'un parc du centre-ville de Tallinn.

Une attaque militaire frontale étant hasardeuse compte tenu des relations tendues et de la présence de troupes de l'OTAN, la stratégie aurait été d'attaquer plusieurs sites officiels. Cette attaque qui a pu passer inaperçue à l'Ouest de l'Europe constituait pourtant une véritable nouvelle guerre informatique. Les autorités estoniennes ne s'attendaient pas à une telle attaque, d'autant plus qu'une partie de la population présente en Estonie est russophone et que cela a engendré des émeutes partout dans le pays. Pour autant, elles ont déjoué les attaques et tracé la provenance de celles-ci, pointant clairement du doigt le Kremlin.

La Russie de son côté a toujours nié une quelconque participation dans ces attaques tout en maintenant une rhétorique hostile à l'encontre de la population estonienne.

Ce dernier exemple montre donc la nouveauté à laquelle les gouvernements devront faire face à l'avenir et développer des armes dans ce sens. Pourquoi ne pas pour cela s'inspirer de nos voisins d'Europe du Nord ? Il est intéressant de noter que dans le cadre de l'UE des coopérations existent déjà : si les quartiers généraux de l'agence en charge des systèmes d'information sur les visas, des demandeurs d'asile et du système Schengen se trouvent en Estonie, le centre opérationnel ne se trouve nulle part ailleurs qu'à...Strasbourg.

Kévin SAUQUES



Tallinn, capitale de l'Estonie.

Une politique étrangère européenne ?

Lors de sa présidence de la Convention sur l'avenir de l'Union européenne de 2003, Valéry Giscard d'Estaing imposa son propre style, celui de la tortue à « la démarche prudente qui aboutit à son objectif ». Ce rythme peut finalement être apparenté à l'histoire de l'Union européenne, notamment en matière de construction d'une politique étrangère. En effet, s'il a fallu près de 20 ans après la création de la CECA pour voir émerger une coopération diplomatique en 1970, il faudra 20 ans supplémentaires pour que cette coopération politique européenne se transforme en une politique étrangère et de sécurité commune. Au début des années 2000 ont été lancées les premières opérations de la politique européenne de défense et enfin, en 2009, a été institué un service diplomatique européen.

Si chaque Etat membre de l'Union européenne conserve une souveraineté entière sur sa politique étrangère, en 1992, le traité de Maastricht institua la PESC. Les politiques étrangères des pays membres étant interdépendantes, cette politique consiste à coordonner la diplomatie des pays en favorisant l'émergence de principes communs. Cette politique étrangère est incarnée par un Haut Représentant. Depuis l'adoption de la stratégie européenne de sécurité en 2003, trois Haut Représentants se sont succédés : Javier Solana, Catherine Ashton et, depuis 2014, Federica Mogherini. La Haute Représentante dispose de délégations à travers le monde et d'une politique de sécurité et de défense commune, mais pas d'armée. Elle n'a pas de service diplomatique, mais un service pour l'action extérieure, dont le rôle consiste à travailler en collaboration avec les services diplomatiques des Etats membres. Son travail est d'apporter une cohérence au rôle international de l'Union. Partant du principe que l'Union européenne serait plus influente si elle s'exprimait d'une seule voix, la Haute Représentante personnifie l'UE dans les organisations internationales. Le problème étant que ces dernières requièrent parfois le statut d'Etat pour y participer et que l'Union n'a pas suffisamment développé ses compétences pour y être représentée.

Cela dit, si l'Union européenne ne dispose pas d'armée permanente, elle peut cependant faire appel aux forces militaires des pays membres pour effectuer des missions humanitaires, de conseil ou d'assistance, ou encore des missions de prévention des conflits. Depuis la mise en place de la Politique de sécurité et de défense commune en 2003, l'UE a effectué près de 30 missions civiles ou opérations militaires. Leur objectif est de répondre à des crises comme la protection des réfugiés au Mali et en République centrafricaine, la lutte contre la piraterie au large de la Somalie et de la Corne de l'Afrique, ou encore la consolidation de la paix après le tsunami en Indonésie. Si l'Europe joue donc un rôle important en matière de sécurité, elle n'a à sa disposition permanente que 2 bataillons, comptant 1 500 hommes chacun, pour lancer des opérations d'intervention rapide. Cela peut s'expliquer par le fait que dans l'UE, outre les pays souhaitant rester neutres comme l'Autriche, la Finlande, ou la Suède, la plupart des forces armées sont intégrées à l'OTAN. De plus, demain, dans l'Europe des 27, la France sera seule à disposer d'une force de frappe nucléaire sur le continent. L'harmonisation des stratégies militaires et le contexte économique difficile pèsent donc sur la problématique de construction d'une armée européenne.

Riche de ses 508 millions d'habitants, l'Union européenne est un véritable modèle d'intégration régionale. Cela dit, l'immense difficulté de parvenir à une politique étrangère unique dans un territoire aussi vaste que l'Union européenne, avec une histoire et des cultures différentes, est une des grandes problématiques à surmonter pour devenir une véritable puissance politique sur la scène internationale. Malgré tout, les enjeux sont importants face à la recrudescence de la puissance russe, l'imprévisibilité de la nouvelle administration américaine ou encore la place de nouveaux acteurs comme la Chine. Replacer l'Europe au centre des relations internationales apparaît comme une solution sine qua non face au populisme et au nationalisme ambiants. Elle doit contribuer à démocratiser le système mondial et ainsi réconcilier les citoyens avec l'Europe. La période de divisions que vivent les Etats-Unis ainsi que la sortie du Royaume-Uni de l'UE ne sont-elles pas propices à l'émergence d'un leadership européen mondial ?

Pour un geste fort de la France en faveur d'une défense européenne

Depuis le rejet du projet de Communauté européenne de défense (CED) en 1953, les mots « armée européenne » ont le rôle de l'épouvantail européen fédéraliste. Les récents événements – résurgence du terrorisme en Europe, montée en puissance de la Russie de Poutine ou élection de Donald Trump à la présidence américaine – ont réactualisé le débat sur la défense du Vieux Continent.

La crise ukrainienne débutée fin 2013 a ouvert une nouvelle phase dans les relations russo-européennes. Ce constat s'est fait de plus en plus pressant avec la multiplication des actions russes à l'international, que ce soit en Syrie, en soutenant Bachar Al-Assad, ou en interférant avec les élections américaines, selon le FBI et la CIA. Ce retour en force a été condamné par Joe Biden, au Forum économique de Davos : l'ex-vice-président des Etats-Unis a qualifié la Russie de « principale menace de l'ordre libéral mondial ». Les inquiétudes à l'égard de la Russie sont également partagées par le député européen Guy Verhofstadt qui plaide pour une vigilance sur la cybersécurité européenne dans le contexte des prochaines élections française et allemande.

L'élection de Donald Trump, puis son interview donnée au *Times* et au *Bild* le 15 janvier 2017, ont confirmé les appréhensions des dirigeants européens. La position du nouveau président américain sur l'Union européenne et l'OTAN préoccupe. Ainsi, Trump salue le vote du Brexit effectué par les Britanniques, mais avertit aussi les Européens que les Etats-Unis ne comptent plus payer l'addition de la défense de l'Europe, qualifiant l'OTAN d'obsolète.

Ces propos sont à prendre au sérieux lorsqu'on sait que seuls 6 des 28 Etats membres de l'UE ne sont pas membres de l'OTAN (Chypre, Malte, la Finlande, la Suède, l'Irlande et l'Autriche) et que de nombreuses opérations sont menées conjointement entre les deux organisations. Aux craintes que cela fait peser sur la future politique américaine envers l'Europe, s'ajoute son admiration envers la Russie.



Les dirigeants européens, loin d'être découragés par les propos de Trump et les agissements de Poutine, se sont accordés sur la nécessité de réformer la défense européenne. De l'Allemagne à la France, l'idée fait son chemin et s'est imposée comme un sujet de campagne dans le projet des différents candidats à l'élection présidentielle. L'Allemagne a en effet renouvelé son matériel et son personnel, elle plaide pour une Union européenne de la défense. L'idée est que l'UE puisse être présente militairement sur des terrains non prioritaires pour l'OTAN, à l'image de l'Afrique.

Parmi les candidats à la présidentielle française nous avons pu apercevoir des divergences sur ce sujet : François Fillon a refusé « une défense européenne intégrée » mais a plaidé pour « une alliance européenne de défense » où les pays désirant une coopération militaire peuvent s'engager. A gauche, Benoit Hamon souhaitait l'accentuation des brigades et des états-majors binationaux, comme dans le cas franco-allemand. Le candidat socialiste proposait aussi une aide financière et logistique de l'UE aux pays engagés sur des théâtres extérieurs. Enfin, il proposait la mise en place d'une agence européenne de renseignement. Pour Emmanuel Macron, la relation franco-allemande est centrale puisqu'il désire remettre au goût du jour les conseils franco-allemands de défense entre la présidence et la chancellerie. De même, il entend ouvrir ces conseils aux ministres de la défense, des affaires étrangères et aux chefs d'état-major des deux pays.

L'avancement d'un projet de défense au sein de l'UE bénéficierait en tout état de cause à la France qui, avec le Royaume-Uni, possède l'armée la plus expérimentée et équipée du continent mais aussi le réseau diplomatique le plus étendu. Afin de rassurer les pays européens sur la nécessité de la démarche vers une défense commune qui ne serait pas au service d'un seul pays, la France pourrait céder sa place de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU à l'UE. En effet, avec le prochain retrait britannique, la France sera le dernier pays de l'UE ayant le droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU.

La France, qui a appuyé une réforme du droit de veto en cas d'atrocité de masse, pourrait ainsi aller plus loin, elle pourrait montrer son engagement en faveur d'une Union européenne de la défense en transférant son droit de veto. Le droit de veto, tant décrié par la France et la communauté internationale dans la crise syrienne, serait ainsi accordé aux Européens dans un contexte où l'UE souffre d'un effacement sur la scène internationale.

Le nouveau résident de l'Élysée peut démontrer que le projet de défense européenne n'est pas qu'une vieille arlésienne de l'UE mais une priorité pour la France. Et pourquoi pas, pour les 30 ans d'Erasmus, créer un programme pour les militaires leur permettant d'effectuer une mission auprès d'une armée d'un autre pays européen ? Cela renforcerait le sentiment d'appartenance à l'UE au niveau militaire.

Sophyen LAACHEB

Le bipartisme est mort, vive le quadripartisme !

Revirements, polémiques ou attaques personnelles : la campagne présidentielle française a marqué les esprits et prendre du recul sur la forme a pu parfois s'avérer compliqué. Nous allons ici nous attarder sur le fond et superposer la situation française à celle de son voisin du Sud : l'Espagne.



Durant la campagne présidentielle française, en plus des quelques analyses proposées dans les grands périodiques tels que *El País* ou *ABC*, des politologues à la télévision tentaient, plus ou moins facilement, d'expliquer la présidentielle française tous les matins dans les émissions de débats d'actualité. L'enjeu était de faire comprendre le système de l'élection du chef de l'État au suffrage universel direct, ainsi que la différenciation des quatre premiers candidats en tête des sondages. On pouvait voir la tentative d'explication du projet de Marine le Pen, la remontada de Jean-Luc Mélenchon, ou encore un portrait faisant la différence entre le projet social-libéral d'Emmanuel Macron et le programme libéral-conservateur de François Fillon.

Néanmoins, ce traitement laissait entendre que les journalistes et éditorialistes étaient dans l'attente du second tour. Dans la mesure où les sondages ne permettaient pas de dégager une vision claire, il était fastidieux de se projeter sur les conséquences pour l'Union Européenne et l'Espagne.

Aujourd'hui un premier constat peut être émis : les dernières élections législatives espagnoles de 2015 et nos élections présidentielles françaises risquent de marquer la fin du modèle du bipartisme. Avant décembre 2015, le bipartisme en Espagne était la norme. Il y avait une alternance gauche - droite entre le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) et le PP (Parti Populaire). Division gauche-droite que nous retrouvons en France entre les tenants du PS et de l'UMP/LR. En Espagne, les élections du 15 décembre 2015 ont marqué l'éclatement du bipartisme en un quadripartisme. Quatre formations pouvaient prétendre à accéder au pouvoir : le PSOE, le PP, Podemos et Ciudadanos. D'après les résultats, les présidentielles en France nous montrent que le bipartisme semble révolu aussi de ce côté-ci des Pyrénées.

Des rapprochements peuvent encore s'opérer avec les candidats. Jean-Luc Mélenchon s'inscrit dans la mouvance de Podemos de Pablo Iglesias. Tandis qu'Emmanuel Macron est marqué par son europhilie assumée comme le parti Ciudadanos emmené par Albert Rivera. Alors que la droite traditionnelle de François Fillon s'accorde avec le PP de Mariano Rajoy.

Néanmoins, l'Espagne est une monarchie constitutionnelle et son système de désignation du pouvoir exécutif se trouve être différent du système français. Le chef du gouvernement est issu de la majorité que les élections législatives font apparaître.

Ainsi, le 15 décembre 2015, le PP, le PSOE, Podemos et Ciudadanos se sont neutralisés. Ni le PP, ni le PSOE - les deux formations étant arrivées en tête des élections - n'ont pu former de coalition pour gouverner. Le chef de l'État étant le roi, Felipe VI a dû dissoudre les Cortes, c'est-à-dire les parlements du royaume d'Espagne. De nouvelles élections se sont déroulées en juin 2016. Le PP a eu un avantage face au PSOE et a pu entamer des négociations avec les représentants de Ciudadanos pour obtenir une majorité relative aux Cortes.

La conclusion de cette situation politique espagnole réside dans la division du pays depuis 2015 en quatre forces politiques qui s'annulent plus ou moins, ne permettant pas l'apparition d'une majorité absolue. Toutefois, la situation de blocage qu'a connue l'Espagne entre décembre 2015 et juin 2016 ne peut se présenter en France. Des quatre prétendants, seul Emmanuel Macron a accédé à l'Élysée le 14 mai.

C'est pourquoi, deux questions peuvent se poser. La première étant de savoir si le quadripartisme de l'élection présidentielle va se retrouver lors des élections législatives du 11 et 18 juin 2017. La seconde consiste à s'interroger au niveau européen, pour savoir si cette division des forces politiques, en trois ou quatre forces quasi-égales, peut se retrouver ailleurs. Sommes-nous face à une recomposition politique européenne ?

Tristan TOTTET

Mehr Emotion!

Die SPD ist wieder im Aufschwung – Martin Schulz hat Chancen Angela Merkel drealistischeie Stirn zu bieten.

Ein NTV Beitrag vergangenen Oktober zeigt Bilder glücklicher SPD-Politiker. Die Stimme des Sprechers ertönt: „Einer Forsa-Umfrage zufolge, hätte Martin Schulz jedenfalls bessere Chancen Bundeskanzlerin Angela Merkel abzulösen als sein Freund Sigmar Gabriel“. Die Szene wechselt. Es erscheint Gernot Hassknecht von der Satire-Sendung Heute Show: „Einerseits richtig andererseits...“ Jetzt schreit er aufgebracht: „Jeder hätte bessere Chancen Merkel abzulösen als Gabriel!“ Dann nimmt er einen Ziegelstein in die Hand und schreit wütend weiter: „Dieser Ziegelstein hätte bessere Chancen!“. Hassknechts Kopf wird rot. Das Publikum lacht.

Gabriel hatte sich während seiner Zeit als SPD-Parteivorsitzender nicht nur Freunde gemacht. Seine Popularität war nicht nur in der deutschen Bevölkerung immer weiter gesunken. Auch in der eigenen Partei musste er Stimmen einbüßen. Das zeigte sich bei der Wahl Gabriels zum Parteivorsitzenden. Damals hatte er rund 74,3 Prozent der Stimmen erhalten, was wenig ist vergleicht man die Ergebnisse, die Schulz erzielte. Dieser erhielt bei seiner Wahl zum Parteivorsitzenden 100 Prozent der Stimmen und erntete dazu noch donnernden Applaus.

Die SPD konnte bei den Bundestagswahlen 2002 noch rund 38,5 Prozent der Wähler überzeugen. Sie lag somit gleich auf mit der CDU. In den kommenden Wahlen verlor sie kontinuierlich den Rückhalt in der Bevölkerung und brachte es im September 2009 nur noch auf 23 Prozent. Der kleine Aufwind von rund 2,7 Prozent 2013 konnte nicht verstecken, dass es bergab ging. Als kleine Partnerin in der großen Koalition zog sie oft das kürzere Streichholz. Mit Schulz als Parteivorsitzenden soll die Arbeiterpartei nun wieder einen Aufschwung erleben. Die SPD will die Partei sein, die der CDU die Stirn bietet, sie womöglich überholen kann. Da ist es umso überraschender und für viele Sozialdemokraten sicherlich erfreulich, was sich in den letzten Monaten abgespielt hat. Schulz holt Stimmen der SPD zurück.

Zeitweise lagen Schulz Beliebtheitswerte sogar über denen der Kanzlerin. Hassknecht amüsiert sich zwar über den schwachen Gegner Gabriel. Doch allen Anscheinen nach ist Schulz auch für schwierige Situationen gewappnet und ist bestens im Duell mit der Kanzlerin ausgerüstet. Martin Schulz sagt in der Politik Talk-Show Anne Will vom 29. Januar: „Die Spannung steigt. Wir merken, dass die Menschen spüren es könnte jetzt einen Wahlkampf geben, des Wettbewerbs der Personen und der Argumente und das dient der Demokratie. Ich glaube es wird spannend.“

Die Journalistin Anne Will prognostizierte bereits vor einem Jahr Martin Schulz als Kanzlerkandidaten. Ihre Aussage rechtfertigte sie damit, dass eine solche Konstellation spannender für die Demokratie sei. Die Wahl könnte dieses Jahr mehr Wähler mobilisieren. Wie lässt sich dieser „Schulz-Effekt“ erklären? Schulz zieht die Bürger an – auch mit seinen persönlichen Lebenserfahrungen.

In einem Interview für die Süddeutsche nennt der Politikberater Michael Spreng Schulz bildhafte Sprache und seine Emotionalität als Gründe für seinen Erfolg. Merkel zeige keine Emotionen. Schulz kommt aus einfachen Verhältnissen – der ehemalige Buchhändler hat es bis an die politische Spitze geschafft. Sein offener Umgang mit seiner Alkoholabhängigkeit in jungen Jahren sei, so Spreng, keineswegs unbedacht gewesen. Es handle sich um Berechnung. Zugespitzter: um die Instrumentalisierung seiner Lebensgeschichte. In den deutschen Medien fällt das Wort „Merkelmüdigkeit“. Es müsse einen Wechsel und Veränderung geben. Eine „Merkelmüdigkeit“ ist allerdings nicht überall zu spüren. Julia Dürr studiert soziale Arbeit und hat schon eine Tendenz für die Wahlen im September: „Merkel hat bisher gute Arbeit gemacht. Vielleicht ist sie wieder eine gute Wahl.“

Nach Umfragen zufolge kommt die CDU zurzeit auf circa 34 Prozent, die SPD auf 31 Prozent. Beide Parteien sind europafreundlich. Als ehemaliger EU-Parlamentspräsident setzte sich Schulz für die Einführung von EU-Anleihen ein.



Martin Schulz und Angela Merkel

Er fordert Reformen für Europa in Form einer Stärkung der europäischen Institutionen. Die Bundeskanzlerin setzt sich ebenfalls für eine engere Zusammenarbeit in Europa ein. Merkel steht hinter dem Konzept des Europas der zwei Geschwindigkeiten, in dem eine weitere Integration zunächst zwischen willigen Ländern stattfindet und anschließend die Möglichkeit einer Erweiterung offenhält. Da beide Spitzenkandidaten der größten Parteien pro-europäisch eingestellt sind, ist ein für oder gegen Europa-Wahlkampf, wie er in Frankreich zwischen Emmanuel Macron und Marine Le Pen stattfand, unwahrscheinlich.

Nicht zu ignorieren sind trotzdem die stolzen Umfragewerte der europakritischen Partei AfD. Sie kommt nach aktuellen Umfragen auf circa 11 Prozent und wäre mit diesem Ergebnis drittstärkste Partei. Die populistische Partei versucht eine klare Linie zu bilden – bisher vergeblich. Seit ihrer Gründung 2013 leidet die AfD an Unstimmigkeiten in den eigenen Reihen. Erst verließ Bernd Lucke wegen islamfeindlicher und ausländerfeindlicher Strömungen in der AfD die Partei. Nach eigenen Angaben lehne er diese radikalen Vorstellungen ab. Nun hat seine Nachfolgerin Frauke Petry mit dem rechtsextremen Flügel der Partei zu kämpfen. Frauke Petry richtete sich Mitte April mit einem Youtube-Video an die Mitglieder der AfD und verkündete, dass sie nicht als Spitzenkandidatin der Partei 2017 zur Verfügung stehe. Wie sich die innerparteilichen Probleme der Partei in den Wahlen äußern werden, ist noch unklar.

Christiane IGNACZAK

Hungarian university-restrictions are triggering democratic movements?

Budapest. On April 4th 2017, the Hungarian national parliament voted for strict restrictions of foreign universities, especially the Central European University (CEU). The liberal ideas promoted by this high level English-speaking University are a thorn in PM/Prime Minister Orbán's government. I had the chance to talk about this topic with a future Hungarian public officer who wished not to be mentioned by name in this article.

Hungarian politics appeared frequently in the European media over the last months, especially with the tough restrictions against foreign universities. After the Hungarian parliament voted for the bill on April 4th, how did the Hungarian react?

Well, it was some kind of a general outrage - even before this period there were protests. The point is that the bill was passed really quickly. They started debating about the law proposition in the morning and they voted the bill in the afternoon. As we only have one parliament, this was quite fast.

But actually talking about "tough restrictions" is not fully argued, because the bill was clearly targeting the Central European University. There's a small line in the law text which indicates that the provisions of the bill do not apply on foreign universities from the UE zone. As the only foreign university in Hungary which does not come from an UE member state is the Central European University, the purpose of the bill is quite obvious. Basically there was a first version which wasn't so strict, but this bilateral agreement with the United States could not pass. (smiles) I had this theory that this was a try of Orbán to meet Trump. But if North-Korea is trying with nuclear weapons tests to meet Trump and they did not succeed, I think it was a stupid attempt.

What was the impact of the calls for action from the European Commission, the governments of EU-member states and from – according to the Guardian – more than 400 international writers, artists, academics and professionals on the general opinion of the population and Hungarian politics?

It had absolutely no impact.

Do you really think that there has been no effect? Didn't even media report about it?

Well media is really falsified in Hungary because everybody reads the media he agrees with. In my opinion the calls for action had no impact. For example, there have been four days between the vote of the law text on April 4th and the signature accorded on the 10th of April by President János Áder, a long-time political ally of Orbán. As there were many protests demanding Áder not to sign the bill, he could react in different ways. His first option was to sign the bill. His second option was to use his veto power. This would show a kind of weakness because it means that he does not agree completely with the text- but as he is limited in using the option of veto power, it was unlikely that he was going to use it. His third option was to send the legislation to the Constitutional Court for review. Áder chose the first option, however Orbán had a significant loss in popularity afterwards.

Additionally, there is another reason why there is no significant impact: there were hate campaigns which affected the general positive opinion in the population about the Central European University. The governmental propaganda says that Soros (a successful investor and the founder of the CEU) has either missiles or leagued the European Commission with the United States. Of course it would be really strange if Soros managed to coordinate the United States and the European Union, but the government kept on telling these lies to the Hungarian people.

Nevertheless this strange action of passing a bill was a bit too much and a lot of people rethought about their opinions.

From the 199 members of the Hungarian Parliament, 123 voted in favour of the bill and only 38 against. That is quite a lot. How would you explain such a strong support of the Parliament for this bill?

To be honest, this is quite a silly question. Orbán has the two-third majority so they will support him.

Do you think that they would support every policy?

Yes I do. Members of the Hungarian parliament are only some kind of a “clapping machines“ executing Orbán’s will.

Mr Orbán has called the university a “fraud” and said that, “in Hungary, one cannot be above the law — even if you’re a billionaire,” the New York Times reported. Why does the Hungarian Prime minister attack personally the founder of the CEU George Soros, one of the world’s most successful investors?

First of all, he has called the university a “fraud” because it’s a liberal university. “Liberal” is a cursing word in Hungarian, it means that you are an idiot and our anti-liberal government promotes such beliefs. “Above the law” is something Putin would say.

What exactly do you mean by “something Putin would say”?

It’s the fact that there are parallels between Orbán and Putin which are strangely similar.



Vladimir Putin and Viktor Orbán

When Orbán talks about Soros’ wealth, saying “even if you’re a billionaire”, he probably intends to actually hurt the good reputation of Soros. Although this was not the first attempt: about ten years ago, the nationalists said that he was a sworn enemy of Hungary. For nationalists and conservatives he is really the devil because he supports liberal institutions.

For the right wing, he is the public enemy behind the protest against them. For example when there is liberal event, like a gay parade, they say that it is financed by him.

...and why did Orbán attack Soros?

This is an international thing. Finding an enemy is not something new – they fight students too because “they do nothing and get money”. Orbán is always fighting an enemy. His party is the perfect opposition party, they always have to find something to fight.

In which way do you think pursuing the protests will influence future decisions of the Hungarian government?

I hope they will. But I think “in which way” is questionable: the far right party was influenced the most. Additionally there is a new party “Momentum Movement”, a youth party founded 2 months ago. In the last polls, they passed the mark of 5%, so I have a lot a hope for them. .

So do you think that pursuing the protests will show the government that they will maybe not win the next elections?

They already started placarding propaganda in Budapest - every second advertisement and billboard you see is a political one. When the electoral campaign looks like this, one year before the elections, I cannot imagine how Budapest will look like in 9 months.

→ Un tour d'Europe pour Coexister

Nevertheless, the whole situation could still change. Two days ago it turned out that the guy representing the legislation to the parliament was in Iran at the time when it was signed. So his signature was made when he wasn't even there. This silly mistake could still vitiate everything...

Sonja RENTZ

« Ils sont d'accord pour ne pas être d'accord ! » : Un tour d'Europe à la rencontre de l'autre

Ils s'appellent Guillaume, Lola, Romaric et Rosana. Ce sont quatre étudiants, entre 18 et 21 ans, qui ont décidé de se lancer dans un tour d'Europe. Mais lorsqu'ils s'envoleront le 1er juin 2017, ce ne sera pas en tant que simples touristes. Ils partent en tant qu'ambassadeurs de l'association Coexister, pour montrer que « les différences constituent une richesse plutôt qu'un point de clivage » (Lola).

Coexister, qu'est-ce que c'est ? Une association de jeunes, entre 15 et 35 ans, qui vise à valoriser le vivre ensemble et la cohésion sociale. Ils développent un dialogue inter-convictionnel, c'est-à-dire un échange entre croyants de toutes religions, des athées, des agnostiques, ceux qui ne savent pas comment se positionner... Bref, ceux qui sont intéressés par ce qu'ils appellent la « coexistence active, ce savoir-être essentiel qui demande à chaque individu de ne faire l'économie ni de son identité, ni de son ouverture aux autres ».

Pour permettre cette rencontre de l'autre, Coexister propose un parcours en trois étapes : le dialogue, pour apprendre de l'autre, la solidarité, pour créer des liens durables au sein de la société, et la sensibilisation, pour porter le message de Coexister. A l'heure actuelle, l'association compte près de 46 groupes locaux dans toute la France. Cela témoigne d'un véritable besoin de la part de la jeunesse, un besoin de « prôner la paix » comme l'explique Rosana. Guillaume est agnostique, Lola est juive, Romaric est athée, Rosana est bouddhiste et c'est avec

leurs différences qu'ils partent à la rencontre des Européens, pour aller plus loin dans cette idée de coexistence active.

Deux mois de voyage, donc, pour parcourir 11 pays : Portugal, Espagne, Italie, Bosnie, Pologne, Danemark, Allemagne, Suisse, Belgique, Pays-Bas et Royaume-Uni. Des groupes Coexister œuvrent déjà dans certaines villes européennes : à Bruxelles, Liège, Munich, Mannheim, Londres et Genève. Ce tour d'Europe sera l'occasion de rencontrer les groupes Coexister du continent et de se retrouver autour d'un projet commun. Ensuite, dans chacun des pays qu'ils traverseront, nos quatre étudiants rencontreront des acteurs du vivre-ensemble, que ce soit au sein d'associations déjà formées, futures partenaires de Coexister, ou des jeunes motivés et engagés, prêts à relever le défi de la coexistence active. Organiser le projet « Interfaith Builders Europa », c'est prouver que « la coexistence n'a pas de frontière » (Guillaume).



Dans toutes les villes où ils iront, ces quatre voyageurs feront vivre les valeurs de l'association. Il s'agit de planter des graines, partout en Europe, pour faire germer une envie de partage et d'ouverture. Cette expérience va permettre de créer du lien entre les Européens, de former un réseau de personnes qui se retrouvent autour des mêmes idéaux. La volonté de « faire avancer l'Europe », comme le dit Romaric, est importante pour l'équipe. Tous ont l'espoir de transmettre l'image d'une Europe unie et ouverte. C'est la raison pour laquelle, en parallèle des liens créés avec les associations et les individus, Guillaume, Lola, Romaric et Rosana chercheront à « dresser des ponts de compréhension entre les différents pays, en faisant ressortir les points communs et les exceptions de chacun », notamment sur la question religieuse.

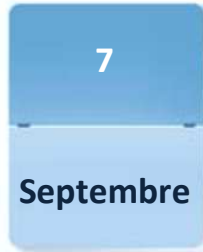


Et à ceux qui leur diront que ce projet n'aura aucun impact, qu'un groupe de quatre personnes ne pourra pas changer le monde, que la coexistence active n'est qu'une douce illusion, ils citeront la légende arménienne du colibri. Alors que face à un feu de forêt, tous les animaux étaient terrifiés et impuissants, un petit colibri s'activait pour jeter quelques gouttes d'eau sur le feu. Face aux critiques par rapport à l'inutilité de son geste, le colibri répondit « Je sais que je n'éteindrai pas le feu tout seul, mais je fais ma part ».

Elise BAPTISTE-VOISIN

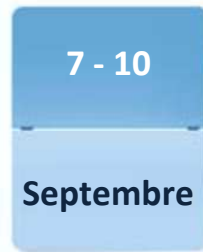
→ Agenda

Village international



A l'occasion du Village international de l'Université de Strasbourg, venez rencontrer et échanger avec les bénévoles de l'association qui vous attendront de 10h à 16h sur le campus universitaire de l'Esplanade (devant le bâtiment Le Platane).

Université d'été



L'édition 2017 de l'Université d'été des Jeunes Européens se tiendra à Rennes. Plus de 100 bénévoles de toute la France sont attendus pour repenser l'avenir de la construction européenne et débattre lors d'ateliers et d'actions dans la rue sur le respect des droits fondamentaux en Europe.

→ Nos partenaires



Université

de Strasbourg



JEUNES
EUROPÉENS
STRASBOURG



Taurillon.org
Magazine eurocitoyen

Directeur de publication : Peio Dugoua - Macé

Rédacteur en chef : Florian Feillet

Comité de rédaction : Raphaël Siboni, Nicolas Etienne, Mathieu Kroon Gutiérrez, Kévin Sauques, Alice Le Merrer, Sophyen Laacheb, Tristan Tottet, Christiane Ignaczac, Sonja Rentz, Elise Baptiste-Voisin.